

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 13/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

QUALISOL

851 Chemin de Carrel
BP 67
82102
82100 Castelsarrasin

Références : JCB/2023/1524
Code AIOT : 0006804657

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2023 dans l'établissement QUALISOL implanté ZAC du PROUXET 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 20/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de cet établissement est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et également dans le cadre de l'action nationale silo prévue dans l'instruction du 30/12/22 définissant les actions prioritaires pour l'année 2023 pour les inspecteurs des installations classées. .

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- QUALISOL
- ZAC du PROUXET 82400 Valence
- Code AIOT : 0006804657
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe QUALISOL est une coopérative assurant la gestion d'environ 20 sites de collecte de céréales, deux localisés sur le département de Gers, un sur la Haute-Garonne et le restant sur le Tarn et Garonne. Ces divers établissements atteignent pour cinq d'entre eux un seuil de classement à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature ICPE, un est soumis à déclaration les autres demeurant en dessous des seuils de classement. Outre cette branche négoce de céréales, le groupe Qualisol exploite plusieurs magasins sous l'entité commerciale "GamVert".

Le site de Valence d'Agen est l'un des sites à autorisation ICPE. Deux salariés sont nécessaires à son fonctionnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site;
- Consignes de sécurité et procédures d'exploitation connues du personnel formé, habilité et désigné par l'exploitant;
- Formation du personnel aux risques particuliers de l'établissement, document de traçabilité;
- Présence, suivi et entretien des dispositifs de dépoussiérage;
- Conformité des transporteurs à bandes;
- Prise en compte des risques liés à l'électricité statique et des courants vagabonds, conformité et suivi des installations électriques;
- Surveillance des potentiels auto-échauffement, procédure d'intervention;
- Moyens de lutte contre l'incendie, présence entretien et vérification.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 2 | Culture de sécurité | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 | Lettre de suite préfectorales | 30 jours |
| 3 | Conditions de fonctionnement | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Lettre de suite préfectorales | 30 jours |
| 4 | Maintenance | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 | Lettre de suite préfectorales | 30 jours |
| 6 | Qualification d'équipement | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Équipements à l'origine de départ de feu | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 | Lettre de suite préfectorales | 30 jours |
| 8 | Qualité des céréales | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 9 | Lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | AP Complémentaire du 08/11/2012, article Article 1 | Sans objet |
| 5 | Entretien de l'installation | Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien qu'un travail de mise en conformité ait été engagé, le contrôle sur site a permis de mettre en évidence des carences évidentes en matière de maîtrise des risques, sujet d'autant plus primordial s'agissant d'une activité de stockage de produits dégageant des poussières potentiellement inflammables. Il est proposé une mise en demeure de respect de certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/11/2012, article Article 1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Classement ICPE |
| Prescription contrôlée : La société QUALISOL, dont le siège social est situé quartier Carrel – BP 67 – 82102 Castelsarrasin est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter ZI de Prouxet 82190 Valence d'Agen les installations suivantes visées par la nomenclature des ICPE : 2160-1 ^o -a : Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables – Capacité 55470 m ³ – Régime Autorisation ; 2910 A-2 : Installation de combustion alimentée au gaz – 3 séchoirs de puissance cumulée de 16,63 MW – Régime Déclaration à contrôle ; 2260-2 – Broyage concassage de matières végétales et autres matières organiques naturelles – puissance installée de 119,72 kW – Régime déclaration. |
| Constats : La situation administrative demeure inchangée depuis la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Aucune évolution n'est effective depuis 2012 et le positionnement du site par rapport aux rubriques de la nomenclature ICPE demeure identique. Aucune activité commerciale (magasin coopérative) n'est effectué sur le périmètre. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Culture de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel |
| Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. |
| Constats : Le fonctionnement du site nécessite la présence de 2 salariés à temps complet. L'effectif est complété par la présence de deux saisonniers lors des campagnes de réception de céréales. L'exploitation se fait sous la surveillance du chef de silo disposant d'une bonne connaissance de |

| |
|---|
| <p>l'établissement dans la mesure où il est présent sur l'établissement depuis 2009. La fiche de poste de ce salarié identifie cet agent comme la personne nommément désignée par l'exploitant. Toutefois, ce document n'a pas pu être présenté en séance.</p> <p>Le chef de silo a bénéficié en 2020 d'une formation relative à la sécurité silo dispensée par l'organisme ARVALIS ainsi que d'une formation portant sur la conservation des grains (attestation de présence fournie en séance du 25/02/2020). L'attestation de suivi de formation "sécurité silo" n'a pas pu être présentée en séance.</p> <p>Un deuxième salarié, précédemment saisonnier sur le site, a été recruté en octobre 2023. La formation de cet agent sera effective courant 2024.</p> <p>Enfin, un livret spécifique a été rédigé. Ce document décrit les installations et édicte les consignes de sécurité à respecter sur l'établissement. Il est porté à la connaissance du personnel saisonnier préalablement à toutes les campagnes d'intervention. La présentation et la prise de connaissance dudit livret fait l'objet d'une attestation signée par le salarié.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit transmettre à l'inspection et tenir à disposition sur site les documents nécessaires permettant d'identifier la personne nommément désignée pour la conduite de ses installations. Ce document doit préciser ses connaissances (expérience professionnelle, formations...) des risques et des spécificités des équipements présents sur le site. • L'exploitant doit transmettre à l'inspection et tenir à disposition sur site l'ensemble des attestations démontrant le suivi des formations suivies par ses salariés. |
| Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 3 : Conditions de fonctionnement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Des consignes de sécurité et des procédures d'exploitation sont en cours de finalisation. Ce travail a été engagé depuis le second semestre 2023 et sera finalisé en fin d'année ou début 2024. La liste des différentes procédures ou consignes est présentée en séance. Les sujets traités semblent cohérents avec les activités présentes sur le site toutefois le travail engagé doit être finalisé préalablement à tous avis définitif. L'exploitant mentionne l'existence d'une procédure spécifique relative aux séchoirs et aux activités qui y sont liées. Toutefois, ce document n'a pas pu être fourni en séance.</p> <p>Le site n'a été à l'origine d'aucun accident notable sur les dernières années.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit finaliser les procédures d'exploitation et consignes de sécurité de nature à satisfaire aux exigences réglementaires et notamment l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos. En outre, il doit tenir à disposition sur site l'ensemble de ces |

| |
|---|
| documents et également les procédures et consignes spécifiques liées aux activités de séchage. |
| Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 4 : Maintenance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un permis feu existe et les consignes à observer en cas de travail par point chaud sont jointes au document. Plusieurs permis feu sont examinés en séance. Il est rappelé à l'exploitant l'importance de renseigner correctement l'ensemble des informations figurant sur le document (certaines anomalies constatées sur les permis feu fournis).</p> <p>Le planning de maintenance est présenté en séance. Les opérations d'entretien courant sont tracées sous forme dématérialisée (application informatique).</p> <p>Un plan de formation est en cours de mise en place pour les salariés du site. plusieurs actions de formation sont envisagées pour 2024 (formation risque incendie, conservation des grains, habilitation électrique, utilisation gestion des séchoirs...).</p> <p>De plus, une convention est en cours de signature avec l'organisme "Coop de France" afin de dispenser des formations en distanciel à l'adresse du chef de silo et de son collaborateur courant 2024.</p> <p>Un livret d'accueil sur site, daté du 29 août 2023, destiné à présenter l'établissement à l'arrivée d'un nouveau salarié est disponible sur le site. Toutefois, la consultation de ce document n'est pas tracée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit assurer un renouvellement régulier des formations, dispensées auprès de ses salariés, relatives aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Une traçabilité du porter à connaissance du livret d'accueil informant les nouveaux arrivants sur les caractéristiques du site et des risques présentées par l'activité doit être effectuée sur un support adapté. |
| Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 5 : Entretien de l'installation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter</p> |

| |
|---|
| les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...] |
| <p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système d'élévateur qui achemine les céréales sur une bande transporteuse sur cellule afin d'alimenter chaque unité de stockage. La reprise se fait par galerie sous cellule. L'ensemble de ces équipements est placé sous dispositif de ventilation.</p> <p>L'ensemble des équipements nécessaires à l'ensilage et à la reprise sous cellule est équipé de déport de sangle, de contrôleur de rotation et de déports de bande ainsi que de détecteurs de bourrage. L'exploitant précise en séance que toute anomalie de fonction est signalée au poste de supervision et entraîne systématiquement un arrêt de l'installation.</p> <p>(aucun test de fonctionnement n'a été effectué en visite).</p> <p>Ces appareils de manutention font l'objet d'une maintenance de 1er niveau réalisée par le personnel du site. Comme vu précédemment cette maintenance est réalisée grâce à une liste de contrôle qui indique les tests à réaliser, sur quel équipement et à quelle fréquence.</p> <p>En cas de besoin plus technique, le chef de silo fait appel au service maintenance de Qualisol qui planifie une intervention soit de l'électricien ou du mécanicien interne soit d'une société extérieure.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à des tests d'asservissement et de fonctionnement de l'ensemble des équipements d'aspiration ou ventilation de manière régulière et a minima avant la prochaine campagne de collecte.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Qualification d'équipement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Transporteurs à bande |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucun justificatif démontrant la conformité des bandes transporteuses présentes sur le site n'a pu être fourni en séance. Les éléments de conformité à fournir devront permettre d'établir sans ambiguïté la corrélation entre les équipements effectivement présents sur le site et les justificatifs de conformité.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les bandes transporteuses présentes sur l'établissement doivent être conformes aux termes de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux risques présentés par les silos. Les justificatifs de conformité doivent être tenus à dispositions sur site et consultables sur réquisition des services de contrôle. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Equipements à l'origine de départ de feu

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques |
| Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...] |
| Constats : La vérification des installations électriques présentes sur le site est régulièrement effectuée, à fréquence annuelle, par l'organisme APAVE. Le rapport de la dernière intervention est fourni en séance. Ce document fait état de 5 non-conformités dont 4 déjà signalées à plusieurs reprises. Toutefois l'exploitant précise que l'ensemble de ces anomalies a fait l'objet d'actions correctives (intervention du groupe Fauché). <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant doit transmettre les documents relatifs à la dernière vérification des installations électriques présentes sur son établissement (rapport APAVE et justificatifs détaillés d'intervention de l'électricien). Ce rapport annuel doit faire état d'un avis par l'organisme compétent sur les mesures prise pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds. |
| Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 8 : Qualité des céréales

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, réception des céréales |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont |

| |
|--|
| <p>rédigées et communiquées aux services de secours.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site se compose de cellules exclusivement verticales. Elles sont munies de plusieurs sondes de température, reliées à un système informatique enregistrant la température en continu. Le relevé des températures est enregistré via l'application informatique (enregistrement sur 4 mois vérifié en séance).</p> <p>Des procédures d'intervention en cas des phases d'auto-échauffement existent. Elles feront l'objet d'une mise à jour dans le cadre de la revue et de la finalisation de l'ensemble de procédures et autres consignes d'exploitation.</p> <p>Aucune transmission aux services de secours locaux n'a pu être justifiée.</p> <p>En outre, la visite de terrain a mis en évidence le non-fonctionnement de plusieurs sondes de température sur la cellule de stockage n°7.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'exploitant doit transmettre les procédures d'intervention aux services de secours. Un justificatif de réalisation de cette formalité est conservé sur site. • L'exploitant doit maintenir, en toute circonstance, les différentes sondes de température équipant les cellules de stockage en état de fonctionnement de manière à prévenir de tout risque d'auto-échauffement générateur d'incendie ou d'explosion. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 9 : Lutte contre l'incendie

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'extinction</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. |

Constats :

L'établissement est pourvu d'extincteurs répartis sur l'ensemble des installations. Ces équipements font l'objet d'une vérification annuelle par un organisme extérieur (SICLI). Le registre incendie fait état d'une intervention en date du 19 juillet 2023.

En outre, le site dispose d'une borne à incendie dont la débit est évalué à 117m³/h lors du contrôle du XXX. Toutefois, cette mesure doit être renouvelée. .

Les procédures d'intervention sont en cours de finalisation. S'agissant d'un silo composé de cellules béton, il appartient à l'exploitant d'apporter une vigilance particulière sur une potentielle procédure d'inertage.

Une étude ATEX a été réalisée et le plan de zonage est en cours d'élaboration.

- **L'exploitant doit disposer et tenir à disposition sur site les procédures d'intervention imposées par la réglementation et notamment l'article 11 de l'arrêté du 19/03/2004 relatif aux risques présentés par les silos et les installations de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organiques dégageant des poussières inflammables. Ces documents doivent être communiqués aux services de secours. La preuve de l'exécution de cette formalité est conservée sur site.**
- **L'exploitant doit établir un plan de zonage ATEX de son site. Ce document est disponible et consultable à tout moment sur site. Les zonages concernés sont matérialisés par un panneauage adhoc au sein des installations.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois